



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

**DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'ADMINISTRATION LOCALE
BUREAU DU CONTRÔLE DE LEGALITE ET DES AFFAIRES JURIDIQUES**

ARRÊTÉ N° DIPPAL-B3/2014-117

portant mise en demeure à la société SIGOPLAST SN de déclarer la mise à l'arrêt définitif de son usine de
SAINTE-SIGOLENE

*Le Préfet de la Haute-Loire,
Chevalier de l'Ordre National de la Légion d'honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment son titre I^{er} du livre V et en particulier les articles L.171-8, R.512-39-1 à R.512-39-3 ;

VU les récépissés de déclaration délivrés à la société SIGOPLAST les 11 avril 1968 et 26 février 1976 pour l'exploitation d'une usine de transformation et d'impression de matières plastiques au lieu-dit "La Chaud" de la commune de Sainte-Sigolène ;

VU la lettre du 4 juin 1996 accordant le bénéfice de l'antériorité à la société SIGOPLAST à la suite de la modification de la nomenclature des installations classées ;

VU la lettre du 20 février 2004 confirmant à la société SIGOPLAST SN la situation juridique de l'entreprise suite au changement d'exploitant ;

VU la lettre du 27 février 2014 adressée par l'inspection des installations classées à la société SIGOPLAST SN suite à la visite d'inspection du 23 janvier 2014 rappelant à cette société la nécessité de déclarer l'arrêt des activités de son usine de Sainte-Sigolène à la préfecture de la Haute-Loire ;

VU le rapport et les propositions en date du 31 juillet 2014 de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que la société SIGOPLAST SN n'a pas déclaré la mise à l'arrêt définitif des installations de son usine de Sainte-Sigolène ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées a constaté le 23 janvier 2014 qu'il subsistait divers machines et déchets dans les bâtiments de l'usine, la présence d'une cuve à solvants enterrée non neutralisée et la présence de transformateurs contenant des PCB pouvant porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du code de l'environnement, l'autorité administrative compétente met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

SUR PROPOSITION de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

.../...

AR R E T E

Article 1 – La société SIGOPLAST SN est mise en demeure de respecter les articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement en notifiant à monsieur le préfet de la Haute-Loire la mise à l'arrêt définitif de son ancienne usine située au lieu-dit "La Chaud" de la commune de Sainte-Sigolène, dans un délai maximum de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Cette déclaration devra indiquer les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site. Ces mesures doivent comporter, notamment :

- 1° l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- 2° des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- 3° la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, sur la base d'un diagnostic de l'état des sols.

La société SIGOPLAST SN doit dans le même délai placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du code de l'environnement.

La société SIGOPLAST SN doit donc transmettre au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'elle envisage de considérer. Une copie de ses propositions doit être adressée dans le même temps au préfet.

Article 2 – En cas de non respect des prescriptions mentionnées ci-avant, l'exploitant sera, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, passible des sanctions administratives prévues par l'article L171-8 du code susvisé.

Article 3 – Le présent arrêté est contestable devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand pendant un délai de deux mois à compter de sa notification .

Article 4 –

- M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL Auvergne
- M. le maire de la commune de Sainte-Sigolène

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur Arnaud ROULE, président directeur général de la société SIGOPLAST SN, La Charatte ZI de Courtanne 43620 Saint Pal de Mons.

Au Puy en Velay, le 5 août 2014

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général,

Clément ROUCHOUSE